

# Le trilemme post-libéral hongrois

Monde

---

Par Zsuzsanna Szelényi

Publié le 8 juin 2026

*spécialiste des relations internationales, Central Europe University, autrice de "Tainted Democracy. Viktor Orbán and the Subversion of Hungary", 2023.*

**Largement vainqueur des dernières élections, le nouveau Premier ministre hongrois doit maintenant rétablir l'Etat de droit dans son pays, avant de pouvoir relancer l'économie. Mais défaire un système mis en place durant seize années prendra du temps et revenir aux principes libéraux se heurtera à des intérêts bien installés. Il est essentiel de trouver un équilibre entre rapidité, efficacité et légalité pour que le retour à une Hongrie démocratique soit couronné de succès.**

**E**n 2009, alors que Viktor Orbán se préparait à accéder au pouvoir, il a présenté à ses partisans une stratégie audacieuse : pour prendre et conserver le pouvoir, trois éléments essentiels étaient indispensables : l'argent, l'idéologie et les votes. Ce raisonnement a constitué la pierre angulaire de sa gouvernance tout au long de ses seize années au pouvoir.

Ses politiques économiques ont explicitement favorisé une poignée de privilégiés, encourageant ainsi les comportements de recherche de rentes au lieu de répondre aux véritables besoins de développement du pays. Le système fiscal et celui de la protection sociale ont stratégiquement été restructurés afin de favoriser les partisans de longue date du parti Fidesz. Orbán a indéniablement redéfini et modernisé un système centenaire sous couvert de l'« illibéralisme », entraînant la concentration des pouvoirs et l'orientation idéologique de l'État, en opposition avec les principes de la démocratie libérale européenne. Cette stratégie a étouffé le débat social et a systématiquement marginalisé les personnes et les organisations qui critiquaient son parti-État, qualifiées d'« ennemis de la nation ».

Au fil les ans, Orban a mis en place un formidable appareil de propagande, diffusant sans relâche les messages politiques clivants du parti. Suite à sa prise de pouvoir en 2010, le schéma constitutionnel et démocratique hongrois a été démantelé en l'espace de trois ans seulement. Armé d'une large majorité de 67% au Parlement, le Fidesz a mis en place une nouvelle Loi fondamentale ainsi qu'une série de lois qui ont participé à consolider l'emprise d'Orbán sur l'ensemble de l'appareil d'État. En étouffant l'opposition parlementaire, en limitant l'indépendance des médias, et en diabolisant la société civile, il est parvenu à sécuriser son pouvoir seize années durant.

Cependant, une vague croissante de mécontentement populaire, suscitée par sa soif inextinguible de pouvoir, sa politique étrangère agressive et une économie en perte de vitesse, a fini par rallier les Hongrois contre lui, ouvrant la voie à une alternative politique potentielle. Le 12 Avril 2026, Péter Magyar, un ancien membre du parti Fidesz, réussit avec succès à mobiliser une coalition multipartite anti-Orbán pour le destituer.

Magyar s'est engagé à restaurer le pluralisme démocratique européen et à juger ceux qui ont abusé du pouvoir. Bien qu'il dispose actuellement d'une majorité constitutionnelle et d'un soutien populaire impressionnants, il doit faire face à des défis de taille pour tenir ses promesses. L'héritage du régime d'Orbán se caractérise par une économie en stagnation, minée par de profonds problèmes structurels, des services publics défaillants, une bureaucratie inefficace et coûteuse, une Loi fondamentale qui entrave toute gouvernance efficace, une corruption généralisée et une population divisée. De nombreux hauts responsables d'État restent loyaux envers Orbán, ce qui constitue une menace pour la volonté de réformes du nouveau gouvernement.

Afin de faire face à ces défis, Magyar prévoit de réformer en profondeur la structure de l'administration publique et de remplacer de nombreux fonctionnaires. Ce changement ne se résume pas à une simple question de loyauté ; il exige une refonte en profondeur de la gouvernance et de la philosophie du service public. Alors que les éléments fondateurs de la transition démocratique commencent à prendre forme, le nouveau gouvernement est confronté à des difficultés quotidiennes dans la gestion des affaires courantes.

## **Argent**

Le premier pas en avant significatif en faveur d'une gouvernance efficace est celui d'un renouveau de l'économie en stagnation et endettée laissée par Orbán. Une condition préalable à cette relance est de sécuriser l'accès aux 16 milliards d'euros de fonds européens alloués à la Hongrie, qui restent actuellement gelés en raison des violations de l'État de droit commises sous le régime d'Orbán. Pour parvenir à débloquer les fonds, le Parlement nouvellement constitué devra y consacrer toute son attention durant l'été, notamment compte tenu de l'échéance imminente concernant l'allocation des Fonds pour la reprise et la résilience (RRF) du plan NextGenerationEU, le 31 août 2026. Il est essentiel d'obtenir l'accès à ces fonds,

indispensables pour remédier au chaos budgétaire hérité du gouvernement précédent. Cela permettra à Magyar de réduire le déficit budgétaire, de stimuler la croissance et de lancer un programme de réformes visant à mettre en place une politique économique compétitive. Au lendemain de la chute du gouvernement Fidesz, il est également impératif de s'attaquer à la corruption endémique, qui a coûté à la Hongrie au moins 1 à 3 % de son PIB chaque année au cours des dernières décennies. Une nouvelle Agence anti-corruption se consacrera principalement à enquêter sur les affaires de corruption les plus graves. Si les résultats fournis par cette agence peuvent sembler symboliques dans un premier temps, la promotion de la transparence et la lutte contre la corruption auront un impact considérable sur la croissance et la relance économiques à long terme.

## **Idéologie**

Restaurer la démocratie en Hongrie passe tout d'abord par l'accès à une information crédible et fiable. Il est donc essentiel de mener en priorité le démantèlement de l'appareil de propagande du Fidesz et l'établissement effectif d'une sphère publique indépendante. Bien que le rétablissement immédiat de la neutralité des médias publics soit un objectif clé pour Tisza, la tâche ne sera pas simple. Les médias publics sont-ils un service essentiel ? Si c'est bien le cas, cela concerne-t-il principalement la diffusion télévisuelle et radiophonique, à une époque où divers groupes sociaux se détournent de plus en plus de la consommation des médias traditionnels ? Les plateformes indépendantes d'information de haute qualité pourraient-elles être intégrées dans ce nouveau paysage médiatique ? Même avec le Règlement européen sur la liberté des médias qui fournit des lignes directrices détaillées, des discussions et de vifs débats publics restent nécessaires.

La fin brutale des importantes dépenses publicitaires de l'État aura un impact profond sur les nombreux organes de propagande qui étaient auparavant contrôlés par le cabinet du

Premier ministre. De plus, les divers instituts de recherche, groupes de réflexion, musées et centres éducatifs qui ont propagé une idéologie illibérale subiront sans aucun doute des coupes importantes dans leur financement public. Cependant, le Mathias Corvinus Collegium (MCC), qui dispose d'un patrimoine de 1,5 milliard d'euros provenant de fonds publics, pourrait poursuivre ses activités grâce à des dons privés, même en supposant que le nouveau gouvernement lui retire son soutien.

## Votes

Le parti du Premier ministre Péter Magyar promet des actions décisives concernant le démantèlement du système illibéral d'Orbán ainsi que la restauration d'une Hongrie démocratique. Au centre de ces efforts, se trouve la bataille sans relâche contre la corruption et le rétablissement de l'État de droit. De récentes modifications apportées à la Loi fondamentale tendent à limiter le mandat du Premier ministre à deux mandats et à garantir l'adhésion de la Hongrie au Parquet européen. Ce sont des étapes cruciales vers la restauration d'une Hongrie démocratique, mais la mise en place d'un pouvoir judiciaire indépendant et d'un système solide de contre-pouvoirs (*checks and balances*) exigera des efforts soutenus et un engagement à ne pas abuser du pouvoir de la part des dirigeants. L'un des premiers défis consiste précisément à destituer Tamás Sulyok, le président élu en 2024, fidèle à Orbán. Si ses activités passées le discréditent politiquement au regard de la dignité de la fonction, son mandat actuel est juridiquement incontestable.

Le gouvernement de Magyar doit faire face au « trilemme post-libéral », qui pose trois objectifs conflictuels : réparer rapidement les dégâts causés par la gouvernance illibérale passée, prévenir la recrudescence populiste et adhérer strictement aux normes à valeur constitutionnelles. Il est essentiel de trouver un équilibre entre rapidité, efficacité et légalité pour que le retour à la Hongrie démocratique soit

couronné de succès. Cependant, la confiance considérable dont bénéficie le mouvement de Magyar lui offre une formidable opportunité pour rendre effectives bon nombre d'innovations démocratiques et une participation accrue des citoyens à la prise de décision, confirmant ainsi qu'un retour viable à la démocratie et au libéralisme n'est pas seulement possible, mais qu'il est à portée de main.